

Déclaration de la FSU 47 au CDEN réuni le 14 novembre 2022



Avant de commencer le CDEN nous tenions à rendre hommage à notre camarade Anne-laure Tidjiti, précédente secrétaire départementale du SNES-FSU, qui nous a quittée au mois d'août : très impliquée, elle était de tous les combats et manifestations, elle siégeait assidûment lors des instances administratives où ses interventions, toujours pertinentes, forçaient le respect de la hiérarchie ne laissant rien passer, défendant avec ténacité les valeurs de la FSU.

49:3

Ç'aurait pu être un score du SUA rugby. Mais non, il s'agit du couperet qui s'abat maintenant inexorablement sur les débats parlementaires et met à mal la démocratie chère à notre pays : celle-ci, déjà bousculée lors du dernier quinquennat avec la mise en place de lois plus que discutables (notamment les nouvelles lois sur la transformation de la fonction publique) n'en finit pas de partir à la dérive...

Dans ce contexte plus qu'inquiétant, la fonction publique n'en finit plus d'être maltraitée et ses agent·es humilié·es. Conditions de travail dégradées, dévalorisation du métier, salaires de misère, tout comme le dérèglement climatique, le point de non-retour est atteint !

Dans l'éducation nationale la crise est bien là : la rentrée 2022 s'est faite dans une désorganisation totale due à l'impréparation et à la pénurie de professeurs. Les personnels subissent de plein fouet les conséquences de la politique Blanquer : l'austérité instaurée pendant cinq longues années n'a fait qu'amplifier la perte d'attractivité du métier d'enseignant. Force est de constater que les étudiants ne veulent plus d'un métier qui s'est précarisé avec des conditions de travail dégradées, puisqu'ils ne candidatent plus en nombre suffisant aux concours de recrutement de professeurs.

Le ministre Pap Ndiaye a promis un professeur devant chaque classe dès la rentrée de septembre. La FSU fait le triste constat que le compte n'y est pas, tant à l'échelle nationale que dans notre département. Pour faire face à cette pénurie et répondre à la promesse du ministre, l'administration a usé de tous les moyens pour recruter massivement des contractuels qui ont dû montrer leur motivation en 30 minutes et s'estimer « formés » en 4 jours, ce qui n'a pas manqué de dégrader encore l'image du métier d'enseignant dans la population !

Alors que celui-ci nécessite la réussite à des concours parmi les plus difficiles de la fonction publique, comment accepter ce mode de recrutement au rabais ? Le ministère en a-t-il vraiment mesuré les conséquences sur les futures générations d'élèves ? Car enseigner ne s'improvise pas, c'est un métier difficile et qui s'apprend !

Pour remédier à cette pénurie de professeurs, la FSU demande à ce que la promesse faite par Jean-Michel Blanquer et reprise par Gabriel Attal soit tenue : celle d'une revalorisation historique qui doit permettre aux enseignant.es de France d'être parmi les mieux payé.es d'Europe et cela sans contreparties.

Actuellement, le compte n'y est pas et les professeur.es ont largement exprimé cette opinion lors de la mobilisation du 29 septembre. Ils ne veulent pas de rémunération conditionnée à des tâches

supplémentaires : travailler plus pour gagner plus, c'est une politique déjà connue qui n'a abouti qu'à une dégradation des conditions de travail des professeurs : heures supplémentaires (HSE ou HSA) IMP, prime Professeur Principal...toutes ces rémunérations impliquent un travail supplémentaire qui est refusé par de plus en plus de professeur.es, déjà surchargé-es de travail. Quand le ministère évalue lui-même le temps de travail des professeurs de second degré à 42h hebdomadaires en moyenne, comment ose-t-il nous proposer de travailler encore plus ? Comment ose-t-il simultanément allouer près de 2 milliards pour la création du Service National Universel et prévoir des subventions destinées à financer des partenaires extérieurs (pour le dispositif « Devoirs faits » entre autres) alors qu'il ne paie pas correctement ses propres personnels ?

De leur côté, les enseignant·es ont débuté l'année avec de nombreuses situations explosives à gérer : des élèves de plus en plus violents, des élèves qui ne respectent pas la laïcité (avec plus de mille faits établissements concernant les manquements à la laïcité en France), des inclusions qui ne se déroulent pas correctement, des élèves qui doivent être intégrés en écoles spécialisées (SEGPA, ULIS, IME) mais qui n'en bénéficient pas par manque de place ou par de nombreux refus auxquels les parents et les collègues n'ont aucune information supplémentaire. Les faits établissements et les fiches sécurité et santé au travail pleuvent en ce début d'année.

Dans l'enseignement général, le constat est affligeant : classes surchargées, postes non pourvus, contractualisation massive des collègues particulièrement en technologie, sections UPE2A tellement surchargées que les nouveaux arrivants se retrouvent en classe ordinaire sans accompagnement linguistique particulier, AESH mutualisé.es à outrance (jusqu'à 5 élèves dans une même classe). Cette réalité devient chaque jour plus insupportable à vivre !

Dans le premier degré, dans le Lot-et Garonne, la rentrée s'est effectuée à l'aveugle, avec un recrutement « en catastrophe » début septembre de quelques listes complémentaires et contractuel·es « balancé·es » à la volée sur des postes vacants dans les écoles. Voici le constat consternant de ce début d'année scolaire où, une fois de plus, les équipes éducatives sont mises sous pression : manque d'AESH pour répondre aux notifications MDPH, manque de remplaçant·es pour pallier les premiers congés maladies (puisque un grand nombre d'entre eux est occupé à remplacer les personnels en formation continue obligatoire) ce qui entraîne une désorganisation certaine dans les écoles et, pour couronner le tout, des évaluations d'écoles décrétées par le ministère qui imposent un surcroît de travail inutile et stressant aux enseignant·es.

Et pendant temps-là, les psychologues scolaires, les médecins scolaires disparaissent progressivement de la carte départementale par manque d'attractivité du métier, mettant les équipes pédagogiques devant des réalités qui les submergent !

Dans l'enseignement professionnel :

Le président et votre ministre déléguée à l'enseignement et la formation professionnels Carole Grandjean, en se fixant comme objectifs de rapprocher l'enseignement professionnel du modèle de l'apprentissage, entament, de fait, une réelle entreprise de démolition des lycées professionnels. Pour cela, ils ont commencé une véritable campagne de communication calomnieuse à l'encontre des lycées professionnels et de leurs enseignant.es. Pour faire passer leur future réforme, ils tentent de faire croire que l'on réussirait mieux en apprentissage et que l'entreprise serait plus formatrice que le lycée professionnel.

En voulant faire de celui-ci, le terrain de toutes les expérimentations possibles, en développant l'autonomie donnée aux chefs d'établissement, c'est effectivement le modèle de l'apprentissage

qui est développé. Demain ce qui est à craindre, c'est la disparition d'un cadrage horaire par disciplines d'enseignement, une adaptation locale des contenus d'enseignement et une gestion des personnels par les chefs d'établissement avec un recours croissant au contractuel. Les notamment par le retour des professeur.es associé.es, des professionnel.les intervenant tout ou partie de l'année dans l'établissement.

L'augmentation du temps de stage est imposée ; une année entière sur les 3 années du cycle BAC PRO, pour pallier le plus rapidement le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs et dans une logique d'abaissement du «coût» du travail et de recrutement des salarié.es. Il permettra au passage de faciliter la mise en place du mixage des parcours et des publics pour continuer à développer l'apprentissage. Cette réforme détériorera la qualité de la formation et limitera les poursuites d'études dans le supérieur, elle éloignera un bon nombre de jeunes de la qualification. Elle accentuera le décrochage, augmentant une fois de plus le nombre de jeunes ni en emploi ni en formation.

Faut-il rappeler que malgré les milliards d'argent public investis sur la formation des jeunes à travers le plan « un jeune, une solution » la situation des jeunes les plus éloigné.es de la formation et de l'emploi reste préoccupante ?

La dégradation de notre service public d'éducation s'aggrave cette année encore et plus que jamais, dans des proportions de plus en plus alarmantes ! Or nous le savons, quand le service public se dégrade, les familles qui en ont les moyens mettent leurs enfants dans le privé ! A ce rythme, nous allons bientôt retrouver en France un système scolaire de ségrégation : un enseignement privé pour les catégories socio-professionnelles aisées, un enseignement public appauvri pour les catégories socio-professionnelles pauvres ? Est-ce bien cela que nous voulons pour notre pays ?

Une fois de plus, la FSU demande des moyens supplémentaires pour les personnels de l'éducation Nationale afin de leur permettre de remplir correctement leurs missions. Sur le long terme, nous affirmons que seul un plan de revalorisation de l'ensemble des carrières, et pluri-annuel, pourra permettre de nouveaux recrutements en redonnant de l'attractivité à nos métiers. Il est temps de redonner du souffle à l'enseignement public au lieu de le raboter toujours plus en faveur du privé !

Ce ne sont pas seulement les personnels de l'éducation nationale qui sont laissés là, à l'abandon, sur le carreau. Ce sont également les élèves et leurs familles qui sont sacrifiés.

Une école permettant à tous et à toutes de recevoir une éducation laïque et gratuite dans des conditions d'apprentissage convenables est-il devenu aujourd'hui un espoir utopique ?